

**David Spector, *La gauche, la droite et le marché*, Paris, Odile Jacob, 2017, 295 p.**

**Laurent Warlouzet**



Original, l'ouvrage de David Spector l'est à plusieurs titres. Sur le fond, il défend la thèse de la compatibilité du libéralisme économique avec les idées de gauche, de justice sociale et de redistribution. Il cherche ainsi à démontrer que l'hostilité viscérale d'une partie de la gauche française envers les mécanismes de marché est parfois contre-productive car elle peut aboutir à des dynamiques inégalitaires. Les cas britanniques et américains sont utilisés comme contrepoint, pour montrer que l'association entre libéralisme et gauche est naturelle dans ces deux pays, à rebours d'une idée dominante réduisant ces pays à l'ultra-libéralisme de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan. Sur le plan de la méthode, David Spector administre la preuve par une approche véritablement interdisciplinaire, combinant démonstration économique – l'auteur est d'ailleurs un économiste –, histoire des idées et histoire des politiques

publiques. L'approche reste narrative et empirique, l'ouvrage refusant tout recours aux graphiques et à la formalisation mathématique.

Commençons d'emblée par les regrets qu'un tel type d'ouvrage peut inspirer. Par sa nature pamphlétaire et synthétique, ce livre ne saurait traiter exhaustivement de tous les développements de l'histoire des idées économiques et de l'histoire des politiques publiques dans les trois pays considérés. L'ouvrage s'inscrit dans un champ dominé par des études thématiques plus complètes sur chacun des sujets pris isolément, comme celle de Serge Audier sur le socialisme libéral<sup>1</sup>. Quelques oublis ou passages trop superficiels sont donc inévitables, ainsi du cas de Proudhon, traité de manière lapidaire alors que son étude aurait sans doute pu renforcer encore la démarche de l'auteur. L'historien spécialiste d'une période pourra facilement pointer du doigt des lacunes, mais c'est le propre de toute synthèse. L'auteur mobilise les grandes références récentes, et il consulte des sources primaires publiées originales, des discours de Jaurès aux textes de Blum. Le seul véritable reproche porte finalement sur l'absence d'index, un outil qui permettrait au lecteur pressé de bénéficier au mieux de cet ouvrage dense et stimulant. Au-delà, peut-être peut-on regretter que le macronisme et ses antécédents ne fassent pas l'objet d'un développement. Le livre s'enferme dans le cadre binaire de l'affrontement entre droite et gauche, alors que l'élection récente d'un Président souhaitant dépasser ce clivage a conduit à des

<sup>1</sup> Voir notamment Serge Audier, *Le socialisme libéral*, Paris, La Découverte, 2014 [2006].

réflexions renouvelées au sein de la communauté historienne<sup>2</sup>.

Une fois admises ces limites structurelles, inhérentes à l'ambition même de l'ouvrage, force est de constater la cohérence et la clarté du propos. Les démonstrations économiques ne sont jamais absconses. L'auteur commence par constater l'antilibéralisme de la gauche et de la droite française, la première par idéologie et la seconde pour défendre ses clientèles. Il développe pour cela de nombreux exemples de l'histoire récente, comme l'opposition à la réforme des notaires ou les lois bridant le développement des supermarchés. Si sa réflexion s'inscrit dans l'actualité récente, les historiens se concentreront surtout sur son analyse historique de deux cents pages consacrées à l'évolution des idées et des politiques économiques depuis la Révolution, principalement en France, et dans certains pays voisins choisis avant tout pour contraster avec le cas français.

David Spector souligne l'importance du libéralisme économique chez une partie de la gauche britannique et américaine au XIX<sup>e</sup> siècle, des Corns Laws au Sherman Act, en passant par les réflexions de John Stuart Mill. Poursuivant sur l'après-1945, il souligne que les taux marginaux d'imposition sur le revenu y étaient bien supérieurs à ce qu'ils étaient en France à la même époque, tout au moins avec le tournant néolibéral. S'appuyant sur des travaux récents, notamment ceux de David Todd et de Marion Fourcade<sup>3</sup>, il démontre comment, au contraire, la gauche française s'est progressivement éloignée de la défense du libre-marché au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Symétriquement, les économistes français s'enferment dans un libéralisme réactionnaire caricatural, en s'isolant des progrès de la science économique et notamment du marginalisme. Léon Walras doit ainsi faire carrière en Suisse car il est critiqué à gauche pour ne pas être marxiste, et par les économistes dominants, alors plus conservateurs, pour sa formalisation mathématique. En même temps, les économistes français sont très peu influents sur le pouvoir politique, à la différence de leurs collègues britanniques comme Keynes, Marshall ou Walter Layton. Multipliant les allers-retours entre théorie et pratique, l'auteur souligne que l'innovation du marginalisme « parce qu'elle constitue davantage une boîte à outils conceptuelle qu'une doctrine [...] n'a pas d'implications politiques univoques ». Ainsi, la défense du libre-marché peut se combiner avec des priorités politiques très différentes.

Sous la Troisième République française, le protectionnisme mélinien conservateur a le vent en poupe. Il n'est pas contesté par la gauche française à la fois par antilibéralisme doctrinal et afin de capter le vote agricole. Citant les études de Jean-Pierre Dormois<sup>4</sup> et une déclaration de Charles de Gaulle lors de la campagne électorale de 1965, il associe le protectionnisme de l'avant-1914 à un dynamisme économique faible, synonyme de déclin relatif.

La dernière partie de l'ouvrage de David Spector insiste particulièrement sur un

---

<sup>2</sup> On peut citer en particulier : Jean-Noël Jeanneney, *Le Moment Macron*, Paris, Seuil, 2017 ; Jean-Pierre Rioux, *L'évènement Macron. Un abécédaire historique*, Paris, Odile Jacob, 2017.

<sup>3</sup> David Todd, *Free-Trade and its Enemies in France, 1814-1851*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; Marion Fourcade, *Economists and Societies : Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

<sup>4</sup> Voir par exemple Jean-Pierre Dormois, *L'économie française face à la concurrence britannique à la veille de 1914*, Paris, L'Harmattan, 1997.

domaine peu connu mais très révélateur des contradictions qu'il entend démontrer, la politique de la concurrence. Dénommée politique « antitrust » aux États-Unis, elle a été développée à l'origine par un mouvement populaire de lutte contre les excès des grandes entreprises. Elle a été soutenue par de nombreux acteurs de gauche aux États-Unis car les administrations démocrates sont bien plus volontaires dans leur souci de contrôler des excès des grands groupes que leurs homologues républicaines, traditionnellement pro-business. En France au contraire, la politique de la concurrence est souvent vue avec suspicion car elle vise à renforcer les logiques de libre-marché. David Spector s'emploie alors à broser une vaste synthèse du développement de cette politique publique aux États-Unis, un cas relativement connu, mais aussi en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en France et au niveau de l'Union européenne. Il y démontre que de nombreuses personnalités de gauche, des travaillistes britanniques aux sociaux-démocrates allemands ou aux démocrates américains, ont soutenu cette politique. Ce fut le cas aussi en France, mais de manière beaucoup plus indirecte : les communistes ont lutté contre les ententes dans les années 1930 mais pas au nom du libre-marché. Plus tard, Blum ou Mollet s'intéressent aussi à la politique de la concurrence afin de réduire les marges des entrepreneurs français, mais ils ne peuvent la promouvoir ouvertement. Guy Mollet était d'ailleurs devenu le leader de la SFIO grâce à une rhétorique marxiste dualiste et radicale, il pouvait donc difficilement défendre ouvertement l'intérêt du libre-marché pour limiter les pouvoirs des entrepreneurs privés.

Finalement, la lecture de cet ouvrage rafraîchissant laisse songeur : après Thomas Piketty et son *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*<sup>5</sup>, voici maintenant un nouvel ouvrage magistral d'histoire économique produit par un économiste. Dès lors, que reste-t-il aux historiens ? Certes, comme il est indiqué initialement, David Spector laisse des zones d'ombre dans sa vaste fresque historique, mais pas au point d'affaiblir complètement sa démonstration. Il s'insère dans un certain nombre d'études récentes qui ont renouvelé l'étude des politiques économiques menées par la gauche française, notamment les thèses de Mathieu Fulla et de Mathieu Tracol portant sur les années 1970 et 1980<sup>6</sup>. L'ouvrage surmonte ainsi le défi de la pluridisciplinarité avec brio, tout en appelant à de nouvelles recherches sur l'histoire de ce libéralisme de gauche, de ses idées et de ses pratiques.

---

<sup>5</sup> Thomas Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil, 2013.

<sup>6</sup> La première a été publiée : Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie, 1944-1981 : une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 ; Mathieu Tracol, *La rigueur et les réformes. Histoire des politiques du travail et de l'emploi du gouvernement Mauroy (1981-1984)*, thèse dir. Pascal Ory, Univ. Paris 1, 2015.